

Insertion professionnelle : nouvelles formes d'actions, nouveaux financements

Le Conseil général du Var mobilise les fonds européens pour agir pour l'emploi. Il s'appuie sur la dynamique des associations locales et leurs compétences.

Quatorze nouvelles opérations ont été sélectionnées cette année par appel à projets pour aider les personnes les plus éloignées de l'emploi à retrouver une activité.



18 millions d'euros :

c'est l'enveloppe FSE que le Département s'est vue confier par l'État pour la période 2014-2020 (voir ci-contre).

Pourquoi le Conseil général ?

"Parce que notre collectivité est le chef de file des politiques d'insertion dans le Var. Nous y avons consacré plus de 180 millions d'euros en 2014. Gérer le FSE est donc légitime.

Mais c'est un choix politique que tous les départements n'ont pas fait.

Aider les Varois à retrouver un emploi, à se former, à acquérir des savoir-faire spécifiques, et avoir plus de moyens pour y parvenir reste notre priorité absolue. Plus encore en période de crise",

fait valoir le président Lanfranchi. "Notre légitimité s'appuie aussi sur notre engagement humain.

Nos équipes sont sur le terrain au service des usagers. Elles travaillent main dans la main avec tous les opérateurs de l'insertion dans le Var".

Le 15 septembre 2014, le Conseil général a ainsi lancé un premier appel à projets en ciblant les personnes les plus éloignées de l'emploi. *"C'est une formule qui donne de bons résultats car les structures se mettent*

volontairement en concurrence", souligne le président. "Elle pousse les porteurs de projet à réfléchir à des solutions pertinentes pour améliorer l'accompagnement des personnes".

Les 14 projets retenus, lancés en janvier, partagent une approche commune : appréhender leurs difficultés de façon globale.



Qu'est-ce que le FSE ?



Le fonds social européen (FSE) est l'un des outils financiers de l'Union européenne pour promouvoir la cohésion économique et sociale et l'emploi. Son montant et sa stratégie sont négociés pour 7 ans par les États membres, la Commission et le Parlement européens.

Pour la période 2014-2020, le FSE s'élève en France à plus de 5,9 milliards d'€. L'État et les Régions partagent sa gestion. Le Conseil général est un organisme intermédiaire de gestion. L'État a délégué au Département du Var l'axe 3, "lutter contre la pauvreté et promouvoir l'inclusion".

Le FSE, *mode d'emploi dans le Var*

→ Le Conseil général lance les appels à projets FSE, instruit les demandes, passe les conventions avec les porteurs de projet, assure le suivi de la mise en œuvre des opérations. Le FSE n'avancé aucun fonds, c'est le Conseil général qui fait cette avance aux opérateurs pour qu'ils puissent démarrer leur projet.

→ Les personnes visées par le dispositif sont des personnes en âge d'intégrer le marché du travail et confrontées à des difficultés pouvant compromettre un retour à l'emploi durable : problèmes de logement, de santé, de mobilité, de qualification... Elles sont adressées aux opérateurs, selon leur situation, par des organismes référents (Cedis...), le Pôle emploi, ou les travailleurs sociaux du Département.

"Convaincre les entreprises"

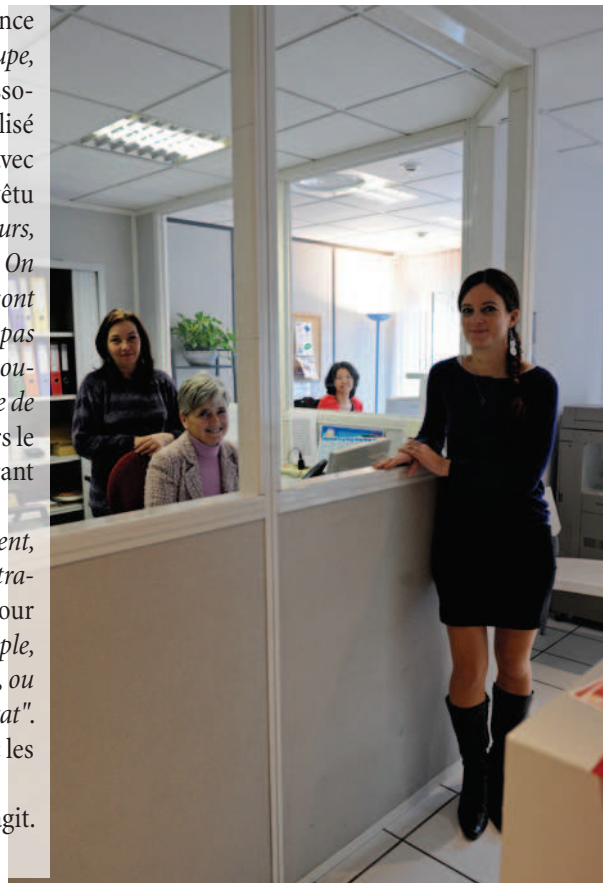


Cesame objectif emploi intervient depuis 25 ans en faveur de l'insertion professionnelle sur l'aire toulonnaise. L'opération proposée suite à l'appel à projets vise spécifiquement les bénéficiaires du Rsa de Toulon. "La plus-value de notre projet, c'est une démarche renforcée vis à vis des entreprises à qui nous proposons de nouveaux services gratuits", explique Laurence Sanial, la directrice de l'association. "Par exemple, nous pouvons aider l'entreprise à identifier précisément les postes dont elle peut avoir besoin, ou organiser des rencontres de groupe où l'entreprise repère les profils qui l'intéressent. Nous mettons des salles à leur disposition. Et étant psychologue du travail, je peux les assister lors du recrutement. Nous travaillons aussi sur la représentation qu'ont les entreprises des allocataires du Rsa. Aujourd'hui, tout le monde peut connaître un accident de la vie". Le repérage des secteurs créateurs d'emploi sur le territoire est important. "Nous sommes très attentifs à la confiance des entreprises. Nous ne leur vendons pas des contrats aidés, mais bien les compétences de personnes que nous connaissons bien", rappelle Anna Cipièrè responsable du pôle entreprises de l'association. Une confiance que Les ambulances Côte d'Azur partagent à "100 %", confirme son interlocuteur Gilles Bruzzo. La société compte plus d'une centaine d'ambulanciers et embauche régulièrement des personnes adressées par Cesame. "Cesame nous adresse des gens motivés. On gagne beaucoup de temps."

7 000 Varois vont bénéficier, en 2 ans, de l'accompagnement mis en place par les 14 opérations sélectionnées.

Seniors : *changer le regard*

À plus de 50 ans, quand on est sans emploi, on met vite l'échec professionnel sur le compte de l'âge. C'est pour ce "public plus nombreux qu'avant", que **Retra-vailleur Provence** a mis en place une action spécifique sur les territoires Provence verte, Cœur du Var et Haut Var Verdon. "On travaille beaucoup sur l'image, en groupe, par session de 15 personnes", explique Catherine Goldlust la responsable de l'association basée à Brignoles. Parce qu'il n'existait pas d'outil, l'association a réalisé un film dans lequel un comédien simule un entretien professionnel. D'abord avec une attitude fermée, voûté, habillé sans attention. Ensuite souriant, ouvert, vêtu avec des couleurs. "Ils comprennent de suite qu'en changeant de posture, de discours, d'habits, tout devient plus positif. Que ce n'est pas forcément l'âge qui est en cause. On travaille aussi avec les employeurs. Les secteurs d'activités les plus porteurs ici sont l'agriculture, le service à la personne, le bâtiment. C'est vrai qu'on ne rémunère pas quelqu'un de 50 ans comme un jeune de 20 ans. Mais il a de l'expérience, il est souvent dégagé des contraintes familiales, donc plus disponible. On tient aussi compte de l'usure de la personne". En cas de reconversion, les employeurs jouent volontiers le jeu de la mise en situation professionnelle. Les personnes peuvent tester durant quelques jours leur intérêt pour le métier et leur capacité à le pratiquer. Une démarche similaire vise les femmes seules avec des enfants, "qui souffrent, dans nos territoires ruraux, plus qu'ailleurs, d'isolement. Ici, sans voiture, pas de travail", constate Catherine Goldlust. L'association s'appuie sur tout un réseau pour faire tomber les freins. "Ça fonctionne bien. L'association Garrigues par exemple, aide à résoudre les problèmes de mobilité en prêtant ponctuellement un véhicule, ou en accompagnant la personne lors de l'achat d'une voiture pour vérifier son état". Ateliers de relooking, de self défense, de cuisine petit budget, négociation avec les crèches, travail sur la séparation avec l'enfant... Tout est fait pour passer d'une situation où l'on subit à une situation où l'on agit. Et de conclure, "On les cocoone, mais on les secoue".



Hommes, femmes : mêmes chances !

Après un divorce douloureux, Inès (photo du bas) s'est retrouvée seule à Toulon avec 3 enfants, sans travail et très désespérée. Elle n'imaginait pas devenir quelques mois plus tard conductrice de bus avec un contrat dans une société de transport. Grégory, lui, était mécanicien-dieseliste dans l'Armée. Un souci de santé l'a obligé à une reconversion professionnelle. Parlant bien l'anglais, il s'est tourné vers une formation de réceptionniste à Saint-Raphaël. Tous deux ont en commun d'avoir été accompagnés par le CIDFF*. "Depuis 20 ans, notre équipe pluridisciplinaire œuvre pour l'égalité professionnelle", explique Laurence Masson, sa responsable. "Nous sommes très attentifs à la mixité dans les métiers. Nos onze antennes varoises proposent sans discrimination hommes-femmes des visites d'entreprises locales et la découverte de métiers auxquels on ne pense pas toujours". Menuiserie pour une femme ou garde d'enfants pour un homme : ce qui compte le plus, c'est l'intérêt pour le métier et la motivation. "L'articulation des temps de vie est aussi très importante pour réussir une insertion professionnelle, notamment dans les familles monoparentales qui représentent une part importante de notre public et où tout est plus compliqué", souligne-t-elle. En témoigne, Gladys Schudnel à Sainte-Maxime (photo du haut). "Je voulais créer ma boîte mais je ne savais pas comment m'y prendre, et je rencontrais des difficultés avec ma fille aînée. L'association m'a aidée à remonter la pente et j'ai pu me lancer." Avec Mén@gez-vous, sa société de services à la personne, elle enchaîne désormais aide aux devoirs, baby-sitting, accompagnement des personnes âgées, ménages... Avec APPUI*** 83 l'opération lauréate de l'appel à projets, ce sont 620 personnes qui seront suivies sur 2 ans dans tout le Var. "Pour plus d'efficacité, nous traitons le projet professionnel, les freins, et l'estime de soi de façon concomitante", conclut Laurence Masson.

* centre d'information sur le droit des femmes et des familles

Faire selon les possibilités

Proposer un accompagnement renforcé. Mettre en œuvre un parcours individualisé, adapté aux ressources personnelles, professionnelles, aux aspirations et aux possibilités locales d'emploi, c'est aussi l'objectif du projet de l'Adai à Toulon. "Nous nous adressons aux bénéficiaires du Rsa et autres personnes précarisées : toutes les personnes très éloignées de l'emploi pour lesquelles les dispositifs habituels liés à l'emploi ou à la formation ne peuvent pas être suffisants", fait valoir Luc Friedman, le directeur de l'association. "Réussir un parcours vers l'emploi dans ce contexte passe forcément par la levée des freins sociaux".

2^e !

Un second appel à projets sera lancé au printemps, toujours pour lutter contre la pauvreté et favoriser l'insertion professionnelle. Il devrait être plus orienté sur la mobilisation des employeurs et des entreprises dans les parcours d'insertion, et le développement de projets de coordination en faveur de l'insertion et de l'économie sociale et solidaire. À suivre sur www.var.fr/service_en_ligne/fse

14 projets ont été retenus par le Conseil général du Var suite au premier appel à projets FSE, sur **42 propositions reçues.**

Le plein *de PPEPPS* !



Une onomatopée qui tombe pile, pour une action offrant une dynamique vers l'emploi : **PPEPPS**, c'est un parcours pour un emploi permanent par les services. Cette action a été impulsée par l'**ACPM**, un organisme de formation créé en 1958 aujourd'hui présidé par François Toucas. "Pour répondre à l'appel à projets du Conseil général, l'**ACPM** s'est appuyée sur son expérience notamment auprès des publics les plus fragiles", souligne Mylène Chassang, directrice générale. "Notre dispositif s'étend sur le territoire de Provence Méditerranée au plus près des allocataires du Rsa. Nous les accueillons sur trois plates-formes techniques qui se situent à La Valette, Toulon et La Seyne-sur-mer", nous explique Serge Mostacchi, responsable de territoire, coordonnateur du PPEPPS. Le parcours s'étale sur 4 mois pour un total de 150 bénéficiaires. Il s'articule autour de trois actions. "D'abord, ils pourront se familiariser avec différents métiers qu'ils découvriront sur nos plateaux techniques du centre de formation. Ils bénéficieront aussi d'une immersion entreprise". En parallèle, "nous impulsions une dynamique d'économie sociale et solidaire à travers une dizaine d'opérateurs dans le domaine des services : la maintenance, l'hygiène des locaux, la prévention, la sécurité, le tourisme, la logistique, le commerce et la vente, le maritime, l'agriculture, l'hôtellerie et la restauration, le BTP, l'aide aux personnes...". Des contrats de professionnalisation émergeront de ces opérateurs. Pour répondre, le plus rapidement possible à leurs besoins, une plateforme numérique dédiée Crapa a été créée. Tous les allocataires du PPEPPS en bénéficieront.

Et de conclure, "avant tout, le PPEPPS permet à des publics en situation ou menacés de pauvreté de s'engager, et de progressivement disposer d'un niveau d'employabilité suffisant pour accéder à un emploi durable dans le domaine des services. C'est remettre en rythme des personnes qui ne l'étaient plus". Un petit coup de PPEPPS et on repart !



Sur le territoire de Provence verte, l'**ACPM** met aussi en place un **projet appelé Agire**, accompagnement globalisé pour l'insertion et le retour à l'emploi. 192 personnes bénéficieront d'Agire. Ici l'accent sera mis sur la mobilité. "Diagnostic, résolutions des freins et formation ou recherche d'emploi... Chaque bénéficiaire disposera à l'issue d'une synthèse de son parcours précisant point par point les résultats obtenus ainsi que les solutions éventuelles à mettre en œuvre."



Défis :

surmonter les freins

"L'accompagnement socio-professionnel personnalisé s'adresse à des personnes très éloignées de l'emploi rencontrant des freins avérés sur le plan de la santé, mais aussi social... Des personnes en souffrances psychiques, qui les empêchent de se mobiliser dans une démarche d'insertion", explique Nadine de Boisgelin, directrice de l'association **Défis**. C'est à La Valette dans les centres de solidarité du Conseil général du Var que les bénéficiaires seront accueillis. 600 au total sur deux ans. Pour une durée de 5 à 12 mois selon les besoins. "Notre objectif est de soutenir et d'accompagner dans la résolution des problématiques personnelles et de leur apporter une nouvelle dynamique vers une intégration socio-professionnelle. Nos intervenants sont des conseillers en insertion sociale et professionnelle, des psychologues, médecins du travail".

Un handicap, des solutions

Défis met aussi en place un bilan et un accompagnement à l'emploi personnalisé pour les bénéficiaires de l'obligation d'emploi (art. L5212-13 code du travail) également bénéficiaires de minima sociaux, sans projet professionnel ou en difficulté dans leur recherche d'emploi. 144 personnes installées sur le territoire Provence Méditerranée en bénéficieront. "L'objectif est de formaliser un ou plusieurs projets professionnels compatibles avec le handicap et cohérents avec le marché de l'emploi", souligne Nadine de Boisgelin. Pour cela, des ateliers collectifs, et aussi "un suivi individuel avec des entretiens hebdomadaires par un référent sont mis en place avec des entretiens psychologiques. Et aussi une visite médicale pour confirmer un projet au regard des contre-indications médicales. Nous leur proposons également une mise en situation professionnelle."



En chemin !

Un jour, vous trouverez peut-être l'association **En chemin** à Hyères sur votre parcours. Depuis plusieurs années, son président Paul Lambert travaille à réconcilier l'économie et la solidarité. En bref, ce grand chef d'entreprise, par le biais de sa fondation abritée par la Fondation de France, puis par celui du fonds de dotation Le chemin, reverse les dividendes de son entreprise pour aider entre autres les personnes en grande précarité. "Le fonds de dotation Le Chemin finance tous les investissements nécessaires au fonctionnement de l'association En chemin. Quant au dispositif, il est financé par nos partenaires publics", résume Paul Lambert. "Notre public, ce sont des personnes en très grande précarité, des SDF. Notre association regroupe trois pôles, un pôle précarité santé, un pôle logement et un pôle activités insertion dans lequel s'inscrit l'opération **Agire**, accompagnement global et individualisé vers le retour à l'emploi", explique Anne Bouthors, directrice de l'association. Ce dispositif retenu par le Conseil général est prévu pour 200 bénéficiaires du RSA sur deux ans sur le secteur de Carqueiranne, Hyères, La Crau, Collobrières, Le Lavandou, Bormes les Mimosas, Cuers et Pierrefeu. "Six ateliers sont proposés dont des ateliers de remobilisation par l'acquisition des savoirs de base, la revalorisation estime de soi... Une auto-école sociale est aussi créée pour répondre à des besoins de mobilité. Et puis, nous proposons une mise en activité avec de la cuisine et du maraîchage", explique la directrice. Pour ce faire, le domaine viticole, le Château de Brégançon à Bormes-les-mimosas met à disposition de l'association 4 hectares pour l'activité maraîchage. Tous les autres ateliers sont proposés au sein d'une même structure à Hyères.

Et Paul Lambert de conclure, "il est prévu de poursuivre ce dispositif par des actions de retour effectif à l'emploi. Et ce, grâce à la mise en place de chantiers d'insertion, mais aussi à travers un réseau d'employeurs potentiels."

En binôme

Ne pas agir à la place du candidat mais avec lui. Voilà la volonté première du projet **IDEEa - Inclusion durable par l'emploi dans l'entreprise et l'activité** - porté par l'**Ifape**. Destinée aux demandeurs d'emploi rencontrant de grandes difficultés qu'ils peuvent estimer insurmontables, l'action sera centrée sur la valorisation de l'image de l'entreprise. Le suivi se fera avec l'aide d'un accompagnateur pour chaque demandeur d'emploi. Il partagera ainsi son expérience du monde du travail, sa connaissance de l'entreprise et de son environnement. L'objectif est de mettre en adéquation l'emploi à pourvoir et le profil du candidat.

S'insérer par le sport

Moniteur de tennis, de fitness, animateur polyvalent, cordiste... Les domaines du sport, de l'animation et du tourisme offrent de belles perspectives de débouchés. Pour Alain Ortali, directeur de l'**Institut méditerranéen du sport, de l'animation et du tourisme** (IMSAT), "dans nos métiers, il y a souvent un problème d'orientation, parfois de confusion entre la pratique d'un sport par exemple, et son enseignement. Nous devons aider à mieux orienter les gens". C'est pourquoi, avec son organisme, il met en place, grâce au financement du FSE, une **plate-forme varoise d'orientation et d'accompagnement à la professionnalisation**. "Elle s'adresse aux personnes éloignées de l'emploi, allocataires du Rsa ou demandeurs d'emploi, de tout le Var", poursuit Pascal Lameth, directeur adjoint de l'IMSAT, en charge de ce projet. "L'idée, c'est d'intégrer des personnes en rupture avec le monde professionnel dans un dispositif complet, les positionner dans des formations qualifiantes". Après des premiers entretiens, des stages permettent d'obtenir les premières qualifications comme le BAFA et le PSC1*. "Ça permet une imprégnation dans le secteur qui montre aux stagiaires de quoi il s'agit vraiment", continue Pascal Lameth. Et Alain Ortali de préciser : "a minima, ils sortiront avec ces diplômes". Tout au long de la formation, le suivi est régulier et surtout individualisé. Ce que nous confirme Jean Michel Ducase, 27 ans, actuellement en formation BPJEPS pour devenir éducateur dans une salle de sport : "j'étais au chômage. Comme le milieu sportif m'a toujours attiré, on m'a orienté vers l'IMSAT. Je suis entré dans le dispositif. Les formateurs sont très proches des stagiaires. Ils sont à notre écoute. Tous les 2 mois, on a des entretiens et des échanges avec d'anciens stagiaires". Sa formation, qui s'élève à 3 500 €, est totalement prise en charge. "Sans ce financement, je n'aurais pas pu suivre cette formation. On m'a donné la chance d'y arriver, de faire quelque chose qui me plaît !" 150 personnes par an seront concernées par cette plate-forme.

* Formation aux premiers secours



Dans le Mouv'



En plein cœur de Toulon, le **centre de formation UFCS** accueille, depuis plus de 30 ans, un public en grande difficulté sociale et professionnelle. Sylvie Scifo en est la directrice. Avec les 10 salariés de la structure, elle est quotidiennement sur le terrain : "ça fait une quinzaine d'années que je suis là. Et notre priorité est d'aider les personnes les plus éloignées de l'emploi, à retrouver confiance en elles, à sortir de chez elles, à recréer des liens sociaux..." Et l'accueil est très convivial. "On y croit ! Toute l'équipe est toujours très motivée notamment quand on voit de belles réussites".

L'action **Mouv'emploi-projet** est financée par le FSE. Elle s'adresse uniquement aux allocataires du Rsa sur Toulon et La Seyne. Elle se décompose en deux strates. Tout d'abord, il y a Mouv'projet. "Cela concerne des publics peu autonomes mais qui ont une réelle envie de s'en sortir. Grâce à nos différents ateliers, d'informatique, de français, de savoir-être et de citoyenneté mais aussi de relooking, nous les remobilisons vers un projet professionnel valide". Ensuite, il a Mouv'emploi qui s'adresse aux personnes qui n'ont pas besoin de remise à niveau et qui sont directement dans une recherche d'emploi plus classique. "Mouv'emploi concerne un public plus autonome. Nous leur proposons des mises en situation dans des entreprises. Ce sont souvent des personnes venant du Cedis alors que pour Mouv'projet ce sont les assistantes sociales qui nous les adressent". 230 allocataires par an seront concernés par ce projet.

Tous les intervenants suivent de manière personnalisée le parcours des stagiaires, avec "un grand respect et une empathie naturelle !"

Un accompagnateur = un tuteur



En 2005, Khadidiatou Goundiamy a subi un accident du travail qui la laisse handicapée par d'importants problèmes de dos. À cette époque, elle fait des ménages alors qu'elle a un bac + 2 en secrétariat. "Il fallait bien vivre, j'avais une petite à nourrir", raconte-t-elle. Depuis plus rien, hormis un contrat aidé en 2012. Même si le découragement revient parfois à la charge, elle garde espoir de retrouver un travail de secrétaire. Elle vient de faire une remise à niveau de 6 semaines en anglais "qu'elle parle très bien", commente Ève-Marie Duvernay qui l'accompagne à **Avie Cap emploi**. L'association toulonnaise est spécialisée dans l'intégration professionnelle des personnes ayant un handicap sur tout le département.

"Il faut parfois élargir la vision qu'ont les entreprises du handicap, de la maladie", fait valoir la directrice Isabelle Faure. "Ça a évolué, mais ça reste encore souvent négatif. Si le handicap exige parfois des adaptations, les personnes sont souvent très pugnaces parce qu'elles savent qu'elles ont moins de chance d'insertion."

Avec le projet **Saphir** retenu par l'appel à projets, l'association accompagnera 1 000 personnes par an sur 2 ans. "Nous sommes opérateur et nous assurons directement le parcours d'insertion personnalisé. Nos accompagnateurs sont des tuteurs sur lesquels les personnes peuvent s'appuyer. Notre rôle va plus loin que la seule mise en relation de la recherche d'emploi et de l'offre, car ce sont des histoires de vie qu'on met sur la table." Ce que confirme Khadidiatou Goundiamy. "C'est important quand on ne va pas bien que quelqu'un vous dise, Mais non, vous valez la peine ! C'est un travail de tous les jours de se lever, d'être propre, de lever la tête. Je n'ai qu'une envie : retrouver un travail, gagner mon pain quotidien et ne plus dépendre de personne".



Redonner confiance

Lever les freins et dynamiser les parcours vers l'emploi. **Un booster pour l'emploi** permet de co-construire avec les allocataires du Rsa leur projet professionnel. Composé de 4 étapes : un diagnostic, à vos marques, prêts et partez, ce projet de l'association **3TI83** à La Seyne, vise à rendre les stagiaires acteurs de leur avenir professionnel, et à renforcer leur autonomie. Des ateliers d'une durée de 3 heures sur les thèmes : clarification de l'objectif, explication des compétences, connaissance de soi par le sport ou encore conseil à l'image, alternent avec des entretiens individuels. Des permanences situées à La Seyne, Toulon, Saint-Cyr ou au Beausset permettent un maillage sur l'aire géographique d'intervention et une proximité avec les allocataires.